

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES

**Arrêté temporaire n°ARR2022-521**  
**Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

**RUE DAMARS et BOULEVARD JEAN JAURÈS**

Le Maire, Conseiller régional,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la route et notamment les articles R.411-8, R.411-21-1 et R.417-11,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

Vu l'arrêté n°184 du 3 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien LEROUX

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages de gaz rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 10 octobre 2022 au 29 octobre 2022 RUE DAMARS et BOULEVARD JEAN JAURÈS,

**ARRÊTE**

**Article 1** - À compter du 10 octobre et jusqu'au 29 octobre 2022, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE DAMARS et BOULEVARD JEAN JAURÈS :

- La circulation des véhicules sera interdite RUE DAMARS dans la partie comprise entre le BOULEVARD DUBOIS et la RUE LOISELEUR DESLONGCHAMPS. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, véhicules de l'entreprise exécutant les travaux et véhicules de secours. L'accès des riverains et l'accès au parking Damars sera maintenu d'un côté ou de l'autre du chantier suivant la signalisation mise en place, à cet effet la circulation des riverains sera autorisée en double sens RUE DAMARS dans la partie comprise entre le BOULEVARD DUBOIS et la RUE LOISELEUR DESLONGCHAMPS.
- La circulation des véhicules BOULEVARD JEAN JAURÈS sera restreinte, alternée et réglementée par signaux tricolores KR11 au droit et selon les besoins du chantier.
- Le stationnement sera interdit suivant la signalisation mise en place au droit et selon les besoins du chantier. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R.417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.
- La continuité de la signalisation et des dispositifs de sécurité sera maintenue par le demandeur.
- Le cheminement des piétons sera sécurisé au droit des obstacles.
- Les trottoirs pourront être partiellement ou totalement occupés sous réserve de ménager un cheminement sécurisé pour les piétons et les personnes à mobilité réduite, de 1.40 mètres minimum. Les piétons en transit seront déviés conformément aux prescriptions de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1) et aux manuels du chef de chantier « signalisation temporaire routes bidirectionnelles et voirie urbaines ».
- Dans le cas d'un délai d'attente, entre l'intervention et la remise en état définitive, un enrobé à froid devra être impérativement réalisé sur la fouille.
- L'intervenant veillera à remettre l'emprise du chantier et ses abords dans l'état dans lequel se trouvait le domaine public avant. La remise en état suppose la réalisation des opérations suivantes : La réfection définitive du revêtement (Les différentes couches devront être réalisées avec le même type de matériaux et de constitution que ceux présent et de telle manière qu'elle permette la reconstitution de la qualité du patrimoine). Le rétablissement à l'identique de la signalisation. La remise en état des espaces verts et des plantations. La remise en état du mobilier urbain. Le nettoyage complet de l'emprise du chantier et de ses abords.
- Les véhicules en stationnement interdit, considérés comme gênants seront évacués et mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

**Article 2** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, TP 28.

**Article 3** - Monsieur le chef de service de la police municipale, Directeur de la Prévention et des Risques Urbains et les agents placés sous leurs ordres, Monsieur le Commissaire de police (circonscription de sécurité publique de DREUX) et Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de DREUX sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Dreux, le 06 OCT. 2022  
Pour le Maire,  
L'Adjoint au Maire délégué à la transition  
écologique, action cœur de ville, services  
techniques et tranquillité publique



Sébastien LEROUX

**DIFFUSION:**

KÉOLIS

Police Municipale

Agents de surveillance de la voie publique

Gendarmerie

Service de collecte des déchets

Centre de secours

Hôtel de Police

Accueil Dreux agglomération

L'Echo Républicain

Société Tom Tom

SAMU 28

SDIS

TRANSDEV

TP 28

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.